



FAITS & DOCUMENTS

1/1/2000 PL

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

CCF + AG
compilation de documents
ce qui concerne les élections 1999

SOMMAIRE

N°73 50 F

du 15 juillet
au 1^{er} septembre 1999

► **Pascal Lamy**
(p.1-2)

► **POURQUOI ?** (p.3-4-7)

► **LOBBES** : (p.5)

► **DOSSIER** : Le bogue
de l'an 2000 (p.6)

► **ETRANGER** : (p.8)

► **KIDNAPES** : (p. 10-11)

► **POLITIQUEMENT INCORRECT** :
(p.12)

**COMME CHAQUE ANNEE
NOUS NE PARAISSEZ
PAS DURANT L'ETE.
BONNES VACANCES**

INDEX

Abitbol W.	p.3	Hannou H.	p.1
Allègre C.	p.7	Heston C.	p.12
Annan K.	p.9	Jakubowicz A.	p.5
Aubry M.	p.1	Jospin L.	p.2
Bachelier C.	p.4	Joxe P.	p.1
Bachelot R.	p.4	Kerprigent B. de	p.3
Barre R.	p.9	Krasny J.	p.4
Berger J.-L.	p.12	Lamy P.	p.1
Bianco J.-L.	p.2	Lauvergeon A.	p.9
Bronfman E.	p.8	Leguén A.	p.7
Charette H. de	p.7	Malarie P.	p.3
Chevènement J.-P.	p.4	Mauroy P.	p.2
Chirac J.	p.3	Minc A.	p.1
Clinton B.	p.6	Moïse A.	p.3
Couteaux P.-M.	p.4	Moscovici P.	p.9
Cresson E.	p.7	North G.	p.6
Delors J.	p.1	Pasqua C.	p.10
Dessaigne F.	p.11	Pauly P.	p.4
Ducourt J.-M.	p.5	Plantin J.	p.10
Faye G.	p.10	Rosanvallon P.	p.1
Frey G.	p.8	Rosinot A.	p.3
Gobry Y.	p.11	Schepfand D.	p.12
Golberg W.	p.12	Strauss-Kahn D.	p.7
Core A.	p.8	Vignon J.	p.2
Guglielmi P.	p.5	Villemarest P. de	p.7
Gurfinkel J.	p.5	Zandiel E.	p.10

PORTRAIT

PASCAL LAMY

Homme de l'ombre par excellence, cet austère eurocrate socialiste (parfois surnommé « le Prussien ») apparaît pour la première fois au grand jour comme l'un des deux nouveaux commissaires européens. Cet inspecteur général des Finances (n°2 de sa promotion) fut pourtant le plus proche collaborateur de Jacques Delors, comme *sherpa* (en charge de la préparation des G7), puis, depuis 1994, le n°2 du Crédit lyonnais, où il a préparé la privatisation de cette banque. Président d'une des commissions du CNPF, il appartient évidemment au Siècle.

Un parcours lisse, totalement lisse de haut fonctionnaire. « Lamy est plutôt du genre sec [...] Un perfectionniste. Il n'aime pas les à-peu-près (*Le Nouvel observateur*, 28 avril 1994). » Pascal Lucien Fernand Lamy est né le 8 avril 1947 dans une famille de la moyenne bourgeoisie (l'un de ses grands-pères, d'agriculteur deviendra quincailleur, à Paris, rue Montorgueil) de Levallois-Perret. Il est le fils d'un couple de pharmaciens de Saint-Denis, Jacques Lamy, nettement de droite, et Lucienne Dujardin (qui sera dans les années 70 vice-président de la Chambre de commerce de Paris). Grand, maigre, voire sec, la calvitie envahissante, cet homme rigoureux, qui a régulièrement couru le marathon, est capitaine de corvette de réserve. A Gisors, la propriété de ses parents jouxte celle des Luchaire : le 2 juin 1972, il a épousé la « jeune fille d'à côté », la juriste Geneviève Luchaire (dont il a eu trois enfants) et qui n'était autre que l'une des trois filles de Simone Best et de François Luchaire (mariage le 3 mars 1941), universitaire bien connu (professeur de droit, président de l'université du Panthéon-Sorbonne), membre du Conseil constitutionnel de 1965 à 1974, conseiller d'Etat en service extraordinaire, membre du Conseil économique et social, ancien délégué interministériel aux professions libérales et vice-président du Mouvement des radicaux de gauche. Et surtout vieil et proche ami du jeune François Mitterrand.

Il semble que Pascal Lamy, comme son mentor Jacques Delors, soit venu à la gauche par le militantisme catholique et par sa future épouse. Il milita en effet à la Jeunesse étudiante chrétienne (pourtant alors nettement à droite), aurait flirté avec l'Union des grandes écoles (il se considère toujours comme catholique pratiquant). Il rejoignit enfin les Jeunesses radicales-socialistes, en 1967-1968, la FGDS en 1969, (section du 11^e arrondissement de Paris) et enfin le Parti socialiste.

Passé par le Lycée Carnot à Paris, il est à la fois (outre un diplôme d'études supérieures de droit) diplômé des Hautes études commerciales (intégré dans un rang médiocre, et où il connaîtra Pierre Rosanvallon, secrétaire général de la Fondation Saint-Simon), de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ecole nationale d'administration, voie royale pour le pouvoir dont il est sorti dans la boîte : n° 2, derrière Alain Minc, mais devant Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité (et fille de Jacques Delors, avec lequel Lamy entretient des relations quasi-filiales), ou Hervé Hannoun (sous-gouverneur de la Banque de France, que Lamy retrouvera chez Pierre Mauroy). C'est à cette époque qu'il rejoignit la section CFTD de l'Ena, où il milita activement avec Isabelle Bouillot (directeur du Budget puis PDG d'une des principales filiales de la Caisse des dépôts).

Il milita également au Parti socialiste (section de Gisors, le week-end, qu'il a participé à créer en 1978), étant un discret membre de la Commission nationale du contrôle financier du PS dès 1977 (aux côtés de son ami Pierre Joxe) mais aussi, depuis cette date, du comité directeur du PS bien que n'ayant jamais vraiment attiré l'attention sur lui (jusqu'à son entrée au Crédit lyonnais en 1994). On ne lui connaît qu'une seule candidature. En 1981, il refusa d'être candidat à Gisors (berceau de sa famille maternelle, où il s'est marié et possède une maison de campagne), ce qui aurait fait de lui un député, avant de se faire battre dans la dite 5^e circonscription de l'Eure en 1993 (dont l'élu était le socialiste Freddy Deschaux-Baume, passé en 1988 avec 54,21 %, qui ne se représentait pas), ayant été éliminé dès le premier tour (il fut même dépassé par le candidat Front national). Il faut dire que dans cette circonscription pourtant guère rurale (5 % de population active agricole effective), les paysans étaient tellement remontés contre Bruxelles que Jacques Delors, qui avait peur de passer un mauvais quart d'heure, préféra annuler

(Suite page 2)

sa venue dans un meeting de soutien. Jean-Louis Bianco, Martine Aubry, Frédérique Bredin, Jean-Noël Jeanneney, Ségolène Royal et quelques autres étaient pourtant venus. Mais comme l'écrivait *Le Monde* (23 février 1993) : « On l'interroge sur l'emploi ? Il répond par "tele-travail", cette méthode d'avenir, peut-être encore un peu trop subtile » pour séduire les électeurs.

Des sa sortie de l'Ena (promotion Léon Blum), il est affecté, en 1975, à l'Inspection générale des Finances (il deviendra inspecteur général en juillet 1993), se faisant d'abord les crocs comme rapporteur d'une mission sur l'aide sociale (avec un jeune collègue, qui deviendra son ami, Jean-Louis Bianco, plus tard à l'Elysée) puis désigné par Raymond Barre, qui cherchait une « bonne plume », comme secrétaire général de la Commission sur la décentralisation centrale et financière animée par Jacques Mayoux (qui devait aboutir à la réforme bancaire), avant de prendre la direction, de 1979 à 1981, du Comité interministériel aux restructurations industrielles (Ciasi, puis Ciri), organisme très puissant en cette période de montée du chômage (présentant la particularité de ne même pas posséder de papier à lettre), où il avait été sélectionné par René Monory sur recommandation de Jean-Yves Haberer. « D'un haut fonctionnaire du Trésor, socialiste de surcroît, on pouvait s'attendre à ce qu'il vole sans états d'âme au secours de l'emploi avec force dirigisme, c'est le contraire qui va se produire. Au nom de l'efficacité et des intérêts supérieurs de l'Etat, Lamy organise le retrait méthodique de la puissance publique » (*Le Nouvel observateur*, 5 mars 1992). Jean Montaldo le soupçonne pourtant de subventions très politiques dans *Mitterrand et les 40 voleurs* (Albin Michel), notamment dans le dossier de la Compagnie française pour le développement des entreprises.

C'est sans doute vers cette époque qu'il est entré au sein du premier club d'influence français, *Le Siècle* (il apparaît comme membre à partir de 1982).

Dès l'arrivée de François Mitterrand à l'Elysée, il est appelé, à la fois par ses propres appuis (son amie Martine Aubry) et les introductions de son beau-père, auprès du ministre de l'Economie et des Finances Jacques Delors, qu'il avait connu lors d'un séminaire à l'Ena. Dès 1974, il est à la Tour-Montparnasse, siège de campagne de François Mitterrand, dont son beau-père préside le comité de soutien. Il franchira donc rapidement les échelons du pouvoir : conseiller technique en 1981-1982, directeur adjoint en 1982-1983, devenant le bras droit de Delors, son « premier complice » ou son complément idéal » pour reprendre quelques formules des journaux. C'est sans doute à sa demande (et à celle de François Mitterrand) qu'il rejoindra Matignon, comme directeur adjoint du cabinet du premier ministre Pierre Mauroy en 1983-1984, avec pour charge pre-

mière de « serrer les boulons » en cette période d'inflexion idéologique au profit d'une rigueur toute capitaliste. Ayant la haute main sur les questions économiques et financières, il fut largement à l'origine de la « politique de rigueur », convaincant François Mitterrand, aux côtés de Jean Peyrelevade, Hervé Hannoun, Philippe Lagayette (devenu un proche ami ou Daniel Lebègue, de ne pas sortir du Système monétaire européen et défendant une politique de franc fort (rigueur financière). « Il a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de rigueur » (*Le Monde*, 3 mars 1998).

En 1985, il est appelé par son protecteur, Jacques Delors, devenu président de la Commission des communautés européennes (appelée Commission européenne), l'organe directionnel de la CEE, refusant la direction générale des impôts pour Bruxelles. Il sera le directeur de cabinet de Delors, et surtout le *sherpa*, chargé de préparer les sommets internationaux du G7, les sept pays les plus industrialisés du monde, de 1985 à 1994 (les années décisives de l'intégration européenne forcée), son homologue à l'Elysée étant Jacques Attali puis Anne Lauvergeon (cf *F&D* 72). A ce poste, « il est le bouclier et le bras armé de Jacques Delors. L'estime qu'on lui porte n'a d'égale que la crainte qu'il inspire » (*Le Nouvel observateur*, 5 mars 1992). Son travail : préparer les dossiers, sérier les problèmes, aplanir les difficultés. « Delors se pose quarante questions à la fois. Le rôle de Lamy est d'en éliminer trente-neuf » confiait son collaborateur Jérôme Vignon (*Le Figaro*, 5 mars 1993). Il demeure pourtant dans l'ombre : « Sa silhouette de militaire est inconnue du grand public, indiquait *Le Nouvel observateur* (5 mars 1992), même si, sur les photos qui illustrent les grands événements de la planète, des sommets européens aux réunions du G7, on l'entrevoit souvent à l'arrière-plan. »

En parallèle, il seconde Jacques Delors pour toutes ces opérations parapoliticiennes. C'est ainsi qu'il deviendra son adjoint à la création de la Fondation Notre Europe, participera au Club Clistène (groupe de réflexion delorien) ou présidera, à partir de 1998, le conseil d'administration de l'Institut des relations internationales et stratégiques (puissant institut mondialiste, dont le directeur est le socialiste Pascal Boniface). « Détail d'importance, Pascal Lamy est de ceux qui maintiennent un lien étroit avec Paris puisqu'il est administrateur du *Siècle*. Il passe aussi, à Bruxelles, pour l'un des trésoriers officieux du Parti socialiste. Et surtout, il garde le contact avec l'Elysée » révélait *Profession politique* (20 février 1989). Il sera surtout de fait le représentant du président de la Commission européenne au sein de la très influente Fondation Saint-Simon de Pierre Rosanvallon et Roger Fauroux, dont l'idéologie européiste s'apparente fort à celle d'un Delors : c'est ce que révèle *L'Événement du jeudi* (1^{er} juillet), normalement bien informé puisqu'introduit dans les arcanes du pouvoir, à l'occasion de son auto-dissolution : « Leur

réussite est l'une des plus spectaculaires qu'ait enregistrées un réseau pendant toute l'histoire de la République. Ce lobby réduit, qui n'a jamais compté plus d'une centaine de membres, est parvenu à empêcher que la France décroche de l'Europe et le franc du mark, et à imposer l'économie sociale de marché à un pays réticent. En influençant les élites ou en plaçant carrément certains de ses génies tutélaires à des postes clés : Michel Rocard à Matignon, Jacques Delors à la Commission européenne [...] Un cas de lobbying d'une rare efficacité. »

En 1994, fin de mandat pour Jacques Delors. Jean Peyrelevade, à qui il avait succédé comme directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy, l'appelle comme second au Crédit lyonnais, officiellement en charge des activités de marchés de capitaux, des ressources humaines, de l'informatique, des grandes entreprises et du contrôle des coûts. Pour résumer, il est chargé, aux côtés du PDG, de redresser la banque et de préparer sa privatisation aussi bien que possible. Pour mener à bien cette tâche, il refusera ce qui était certainement une promotion, la présidence d'Air France (ce qui provoquera un froid avec Lionel Jospin).

En parallèle, à la surprise générale (mais pas à celle des initiés qui savent parfaitement que c'est l'Etat qui contrôle de fait le CNPF par le biais de ses participations et des entreprises nationalisées), ce retour direct aux affaires lui vaudra d'entrer en février 1998 comme président de la commission prospective du CNPF, jusqu'alors dirigée par Denis Kessler (et qui le désignera comme son successeur). *Le Monde* (3 mars 1998) écrit alors : « Le CNPF s'offre un "socialo-capitaliste" de choc, pour reprendre une formule qui, au début des années 90, a fait florès, en servant à désigner les grandes figures de "l'élite rose" des affaires. » Peu avant, il s'était fait l'intermédiaire entre Lionel Jospin, nouveau Premier ministre, et le patronat, en organisant un important dîner, le 8 septembre 1997 dans le fameux Pavillon de musique (au fond de l'hôtel Matignon), avec une dizaine de grands patrons sur la question de la réduction du temps de travail, où figuraient Jean Peyrelevade, Gérard Mestrallet (Lyonnaise-Suez) ou Pierre Blayau (Moulinex).

Surnommé « l'Exocet de Delors », le retour de ce véritable para-commando, qui « n'hésite pas à briser ceux qui s'opposent à lui sans bonnes raisons ou qui ne sont pas assez rapides pour le suivre [...] a fait courir un vent de panique parmi les fonctionnaires qui ont eu affaire à ce bulldozer et qui craignent de devoir à nouveau l'affronter » (*Libération*, 9 juillet 1999).

Humour oblige : Lamy a bien failli ne pas hériter de son poste de commissaire, tant Lionel Jospin que Pierre Moscovici lui préférant Jack Lang. Mais celui-ci, dès qu'il sut que le poste (qui englobait la culture, l'audiovisuel, la recherche et l'informatique) qu'il avait lui-même négocié avec Romano Prodi lui était acquis, qu'il... se désista.